

**Documents de travail**

# **Participation électorale des jeunes au Canada**

André Blais  
Université de Montréal

et

Peter Loewen  
Université de la Colombie-Britannique

Janvier 2011



## Résumé

La participation électorale des jeunes au Canada est en diminution. Toutefois, les causes de cette diminution sont mal connues.

À l'aide des données de recensement, nous traçons dans ce rapport un profil des jeunes au Canada. Nous soulignons les principales différences entre les Canadiens de 30 ans et moins et ceux de plus de 30 ans. Nous nous penchons aussi sur l'impact de divers facteurs sur la décision, pour les jeunes Canadiens, de voter. Nous effectuons ensuite une analyse par cohorte afin d'illustrer la façon dont la participation électorale des jeunes a évolué au fil du temps. Dans ces analyses, nous distinguons deux groupes de jeunes, les jeunes de 18 à 24 ans et ceux de 25 à 30 ans, que nous comparons avec tous les autres groupes d'âge. Enfin, nous examinons les facteurs qui semblent influencer sur la décision des jeunes Canadiens de voter ou non. Nous présentons également un résumé des recherches dans ce domaine, particulièrement au Canada, mais aussi à l'étranger, afin de cerner l'état des connaissances actuelles et les principales lacunes, et de déterminer les meilleures voies à suivre pour la recherche future.

Nous avons constaté que les jeunes Canadiens étaient différents des Canadiens plus âgés. Ils sont moins susceptibles d'être mariés, sont un peu plus instruits et un peu moins croyants. Leur revenu est moins élevé. Mais ils sont plus susceptibles d'être nés au Canada.

De ces facteurs sociodémographiques, l'instruction et l'origine (le fait d'être né au Canada) sont ceux qui ont le plus d'incidence sur la participation électorale. Les déterminants les plus importants sont toutefois l'intérêt pour la politique et le degré d'information au sujet de la politique. Notre analyse par cohorte nous permet de suggérer que la diminution de la participation électorale en général est principalement attribuable à la diminution de la participation électorale des jeunes. Au terme de l'examen des connaissances actuelles sur les causes de cette diminution chez les jeunes, nous proposons que des études supplémentaires soient effectuées afin de déterminer les solutions qui permettraient de renverser la tendance.

## **1. Introduction**

Le principal objectif de ce rapport est d'établir ce que nous savons et ignorons sur l'importance et les causes de la participation électorale (et de la non-participation) des jeunes au Canada. Pour ce faire, nous traçons d'abord un profil sociodémographique des jeunes au Canada à partir des données de recensement et soulignons les similitudes et les différences entre les jeunes et les populations plus âgées. Nous utilisons ensuite les données de l'Étude électorale canadienne (EEC) à deux fins distinctes et complémentaires. Nous commençons par comparer le profil des jeunes qui votent avec celui des jeunes qui ne votent pas, en fonction de caractéristiques sociodémographiques, mais aussi d'attitudes et de comportements, comme les connaissances politiques, l'intérêt pour la politique, l'engagement communautaire et l'usage des médias. Nous effectuons ensuite une analyse par cohorte de la participation électorale depuis 1965 (le début de l'EEC) afin de connaître l'évolution de la participation électorale des jeunes avec le temps. Dans ces analyses, nous distinguons deux groupes de jeunes, les 18-24 ans et les 25-30 ans, et les comparons à tous les autres groupes d'âge.

Enfin, nous examinons les facteurs qui semblent influencer sur la décision des jeunes Canadiens de voter ou non. Nous présentons également un résumé des recherches dans ce domaine, particulièrement au Canada, mais aussi à l'étranger, afin de cerner l'état des connaissances actuelles et les principales lacunes, et de déterminer les meilleures voies à suivre pour la recherche future.

## **2. Profil descriptif des jeunes Canadiens**

Nous devons tout d'abord fournir une description générale des caractéristiques sociodémographiques des jeunes. Le tableau 1 présente nos principales constatations. Suivant les classifications de groupes d'âge utilisées par Statistique Canada dans le recensement de 2006, nous avons distingué deux groupes, ceux de 18 à 24 ans et ceux de 25 à 29 ans, et nous les avons comparés avec les personnes de 30 à 65 ans<sup>1</sup>. Nous avons porté notre attention sur les caractéristiques socioéconomiques qui, selon la recherche actuelle, pourraient avoir une incidence sur la participation électorale : le sexe, l'instruction, le revenu, l'emploi, l'état matrimonial, le lieu de résidence (urbain ou rural), la mobilité, la religion et l'origine (le fait d'être né ou non au Canada)<sup>2</sup>.

Sur le plan du sexe, nous avons constaté que le pourcentage de femmes et d'hommes était à peu près égal pour chaque groupe d'âge. Les hommes sont toutefois un peu plus nombreux dans le groupe des 18 à 24 ans, tandis que les femmes sont un peu plus nombreuses dans le groupe des 25 à 29 ans et des 30 à 65 ans.

En ce qui concerne le revenu familial, nous avons constaté qu'une proportion à peu près égale de jeunes de 18 à 24 ans et de 25 à 29 ans (27 %) ont un revenu annuel de moins de 40 000 \$. Cette proportion est un peu moins importante (24 %) chez les Canadiens de 30 à 65 ans<sup>3</sup>.

En ce qui concerne l’instruction, nous avons constaté que les jeunes Canadiens sont plus instruits que leurs compatriotes plus âgés. Si plus du quart (28 %) des Canadiens de 18 à 24 ans ont fait des études postsecondaires, cette part atteint 54,2 % chez les Canadiens de 25 à 29 ans<sup>4</sup>. En comparaison, un peu moins de la moitié (47 %) des Canadiens de 30 à 65 ans ont affirmé avoir fait des études postsecondaires. Nous avons supposé que le niveau d’instruction chez les Canadiens de 18 à 24 ans serait à peu près le même que ceux de 25 à 29 ans. C’est effectivement ce que nous avons constaté quand nous nous sommes penchés sur la proportion de Canadiens qui étudient. Nous avons constaté que plus de la moitié des jeunes de 18 à 24 ans (58 %) sont actuellement étudiants. Ce taux descend à 23 % chez les Canadiens de 25 à 29 ans. Seulement 8 % de ceux âgés de 30 à 65 ans affirment étudier.

**Tableau 1 : Un profil démographique des jeunes Canadiens**

	<b>18-24</b>	<b>25-29</b>	<b>30-65</b>
Hommes (%)	50,5	49,2	49,1
Revenu familial supérieur à 40 000 \$ (%)	73,4	72,6	75,5
Études postsecondaires (%)	28,0	54,2	47,2
Étudiants (%)	58,3	23,2	8,1
Mariés (%)	4,3	26,7	61,2
Vivent en zone urbaine (%)	69,5	72,3	67,2
Déménagé au cours de l’année précédente (%)	27,6	28,9	11,0
Non-croyants (%)	20,9	22,6	15,4
Nés à l’extérieur du Canada (%)	16,4	20,0	25,5

Les données sont tirées du recensement canadien de 2006, sauf en ce qui concerne la pratique religieuse.

Le taux de mariages varie aussi beaucoup d’un groupe d’âge à un autre. Chez les 18 à 24 ans, seule une personne sur 25 rapporte être mariée. Ce taux atteint 27 % chez les 25 à 39 ans, tandis qu’il double presque pour atteindre 61 % chez les 30 à 65 ans.

Les jeunes Canadiens sont seulement un peu plus susceptibles que leurs compatriotes de vivre en zone urbaine<sup>5</sup>. Plus important, ils sont presque trois fois plus susceptibles que leurs compatriotes plus âgés d’avoir déménagé au cours de la dernière année. Plus du quart (27,6 %) des Canadiens de 18 à 24 ans ont affirmé avoir déménagé au cours de l’année précédente. Ce pourcentage augmente et atteint 28,9 % chez les Canadiens de 25 à 29 ans. En comparaison, seulement 11,0 % des Canadiens de 30 à 65 ans ont déménagé au cours de la dernière année. Il s’agit d’un écart frappant.

Nous avons constaté que les jeunes Canadiens sont plus nombreux que les Canadiens plus âgés à affirmer n’appartenir à aucune religion<sup>6</sup>. Un jeune de 18 à 24 ans et de 25 à 29 ans sur cinq rapporte n’avoir aucune religion. Le ratio passe à un sur sept chez les Canadiens de 30 à 65 ans. De toute évidence, la religion semble moins importante pour les jeunes Canadiens que pour les Canadiens plus âgés. Ceci pourrait expliquer en

partie la diminution de la participation électorale, puisque la religion ou l'observance religieuse est reconnue comme une des variables explicatives de la décision de participer à des élections.

Enfin, lorsque nous examinons le lieu de naissance des Canadiens, nous constatons un écart important entre nos divers groupes d'âge. Les jeunes Canadiens sont *plus* susceptibles que les Canadiens plus âgés d'être nés au Canada. En effet, 84 % des Canadiens de 18 à 24 ans rapportent être nés au Canada. Ce taux descend à 80 % chez les jeunes de 25 à 29 ans, et diminue encore chez les Canadiens de 30 à 65 ans, en atteignant 74 %.

Après avoir tracé les profils des jeunes Canadiens et des Canadiens plus âgés, nous avons analysé ce qui distingue les Canadiens de 18 à 30 ans qui participent aux élections de ceux qui n'y participent pas.

### **3. Comparaison entre les jeunes qui participent aux élections et ceux qui n'y participent pas**

La présente section porte exclusivement sur les jeunes et sur ce qui distingue les jeunes qui votent de ceux qui s'abstiennent de voter. Aux fins de cette analyse, les données des Études électorales canadiennes de 1997, 2000, 2004, 2006 et 2008 ont été regroupées<sup>7</sup>. Afin d'obtenir un nombre suffisant de personnes qui votent et qui ne votent pas au sein de nos deux groupes de jeunes, nous devons regrouper ces cinq études. Comme tout sondage sur les élections, l'EEC surestime la participation, parce que les personnes qui ne s'intéressent pas à la politique (et qui sont moins portées à voter) sont moins susceptibles de répondre aux sondages électoraux (Brehm, 1993). Nous avons donc pondéré les données de façon à ce que le taux de participation électorale établi en fonction des réponses données volontairement au sondage corresponde au taux officiel de participation fourni par Élections Canada. Dans cette partie de l'analyse, nous avons recours aux mêmes groupes d'âge que ceux que nous avons utilisés dans une version antérieure du rapport, à savoir les 18-24 et 25-30 ans.

Pour comparer les jeunes qui votent à ceux qui ne votent pas, nous commençons par une analyse des facteurs sociodémographiques, suivie d'une analyse des facteurs liés à l'engagement politique. Dans les deux cas, nous nous penchons sur les liens simples entre deux variables (c.-à-d. sur les liens entre le fait de voter et un autre facteur). Par la suite, nous tenons compte de l'incidence de l'ensemble de facteurs multiples afin de déterminer l'incidence *indépendante* de chacun.

Comme nous le constaterons, tous les facteurs n'ont pas la même incidence sur la décision de voter (p. ex. le sexe) tandis que d'autres semblent avoir une incidence différente d'un groupe d'âge à un autre (p. ex. le mariage). Enfin, les facteurs politiques semblent peser davantage que les facteurs sociodémographiques.

### *Facteurs sociodémographiques*

Notre analyse porte d'abord sur les facteurs sociodémographiques. Le tableau 2 montre une estimation de la proportion de personnes qui participent aux élections au sein de chacun des groupes. Plusieurs tendances importantes se dégagent. La plus évidente est celle selon laquelle, quelles que soient les autres variables, la participation électorale augmente dans chaque catégorie à mesure que l'âge des répondants augmente. Prenons, par exemple, les personnes dont le revenu familial est inférieur à 40 000 \$ par année. Chez les 18 à 24 ans, elles sont 34 % à voter. En comparaison, chez les 25 à 30 ans, elles sont 41 % à affirmer qu'elles votent. Nous avons constaté cette augmentation avec l'âge dans chacune des catégories (et nous illustrons aussi cette tendance générale dans la prochaine section).

Lorsqu'on compare les votants aux non-votants, le sexe ne semble avoir aucune incidence. En effet, l'écart entre les hommes et les femmes ne dépasse pas 1,5 point de pourcentage. Il semble cependant que le revenu ait une plus grande incidence sur la décision de participer ou non aux élections. En effet, l'écart entre les personnes qui participent aux élections et dont le revenu familial est inférieur à 40 000 \$ et celles dont le revenu est supérieur à 40 000 \$ est de 6 points de pourcentage chez les 18 à 24 ans et de 11 points de pourcentage chez les 25 à 30 ans. L'incidence d'une éducation postsecondaire est similaire, mais son importance est plus grande : le taux de participation chez les jeunes de 18 à 24 ans qui ont fait des études postsecondaires est supérieur de 9 points de pourcentage au taux de participation des autres jeunes, et cet écart atteint 17 points de pourcentage chez les jeunes de 25 à 30 ans.

Le fait d'étudier semble aussi avoir une incidence. En effet, selon nos résultats, les jeunes de 18 à 24 ans qui étudient sont plus susceptibles de participer aux élections (l'écart est de 9 points de pourcentage). Il n'y a cependant pas d'écart chez les jeunes de 25 à 30 ans.

**Tableau 2 : Taux de participation par groupe sociodémographique**

	<b>Hommes (%)</b>	<b>Femmes (%)</b>
<b>18-24</b>	37,9	36,6
<b>25-30</b>	46,3	47,6
	<b>&lt;40 000 \$</b>	<b>40 000 \$ et plus</b>
<b>18-24</b>	33,7	39,3
<b>25-30</b>	41,0	52,3
	<b>Absence d'études postsecondaires</b>	<b>Études postsecondaires</b>
<b>18-24</b>	32,0	41,1
<b>25-30</b>	35,2	52,5
	<b>Non étudiant</b>	<b>Étudiant</b>
<b>18-24</b>	33,8	43,4
<b>25-30</b>	47,0	46,3
	<b>Non marié</b>	<b>Marié</b>
<b>18-24</b>	38,2	33,5
<b>25-30</b>	44,4	49,6
	<b>Zone urbaine</b>	<b>Zone rurale</b>
<b>18-24</b>	36,1	42,8
<b>25-30</b>	49,9	37,9
	<b>Non croyant</b>	<b>Croyant</b>
<b>18-24</b>	34,4	38,4
<b>25-30</b>	46,4	48,0
	<b>Né à l'étranger</b>	<b>Né au Canada</b>
<b>18-24</b>	26,9	38,8
<b>25-30</b>	43,5	47,9

Les données sont tirées des Études électorales canadiennes de 1997, 2000, 2004, 2006 et 2008.

Nous avons constaté que le lieu où vit une personne a une incidence sur sa participation électorale. Chez les jeunes de 18 à 24 ans, ceux qui vivent en zone rurale sont plus nombreux de 7 points de pourcentage à voter que ceux qui vivent en zone urbaine. La tendance est toutefois inversée chez les jeunes de 25 à 30 ans, puisque ceux qui vivent en zone urbaine sont 12 points de pourcentage plus nombreux à voter. Il s'agit d'une tendance déconcertante que nous ne parvenons pas pour l'instant à expliquer. Toutefois, l'hypothèse la plus plausible est que cela est dû aux différences entre les deux groupes d'âge en zone rurale attribuables à la mobilité. On constate une migration générale de la population des zones rurales vers les zones urbaines. Cependant, les personnes les plus instruites et les mieux nanties, qui recherchent des emplois mieux rémunérés ou qui souhaitent faire des études supérieures sont les plus susceptibles d'opérer cette migration. En conséquence, les personnes qui ont quitté le milieu rural lorsqu'elles atteignent notre deuxième groupe d'âge sont plus susceptibles de voter que celles qui ont décidé de rester en zone rurale.



Malheureusement, l'EEC ne tient pas compte de la mobilité, même si nous pensons que celle-ci joue un rôle important dans le faible taux de participation chez les jeunes. Il serait certainement pertinent d'étudier ce facteur plus en détail à l'avenir.

Le mariage semble aussi avoir une incidence contradictoire. Au sein du groupe le plus jeune, les célibataires sont plus susceptibles de voter que les personnes mariées. En effet, l'écart est d'environ 5 points de pourcentage. Cependant, chez les 25 à 30 ans, l'écart s'inverse, puisque les personnes mariées sont plus susceptibles de voter que les autres. Encore une fois, nous ne disposons pas de données qui nous permettraient d'expliquer clairement cette tendance<sup>8</sup>; soulignons toutefois que, selon les analyses à variables multiples que nous avons effectuées par la suite, le mariage ne semble pas avoir une incidence.

Le critère religieux est connu depuis longtemps pour son influence sur la participation électorale (voir, par exemple, Abramson et coll., 2006, p. 90, tableau 4.4). Nos données vont aussi dans ce sens, particulièrement chez les électeurs les plus jeunes. Les citoyens de 18 à 24 ans qui adhèrent à une religion sont 4 points de pourcentage plus nombreux à voter que ceux qui n'adhèrent à aucune religion. Cet écart chute à moins de 2 points de pourcentage chez les jeunes de 25 à 30 ans.

Enfin, nous constatons que le fait d'être né au Canada ou non a une grande incidence sur la décision de participer aux élections, mais que cette incidence diminue avec l'âge. Chez les jeunes de 18 à 24 ans, ceux qui sont nés au Canada sont beaucoup plus susceptibles de voter. En fait, l'écart atteint 12 points de pourcentage; aucun autre facteur sociodémographique n'entraîne un écart aussi important. Toutefois, cet écart diminue rapidement puisqu'il n'est que de 4 points de pourcentage chez les jeunes de 25 à 30 ans. Ces résultats donnent à penser qu'il faut, aux personnes nées à l'extérieur du Canada, un peu plus de temps pour se familiariser avec la politique canadienne. Ils donnent toutefois aussi à penser que les personnes nées à l'étranger finissent par se sentir à l'aise avec la politique canadienne et par participer aux élections. Il reste cependant à déterminer si l'incidence de ce facteur demeure aussi importante quand on tient compte d'autres facteurs politiques. Anticipant les résultats, nous voyons que même en tenant compte des facteurs politiques, les personnes qui sont nées à l'étranger sont beaucoup moins susceptibles de voter. Cela donne à penser qu'il y a, dans le processus d'immigration, quelque chose qui rend le vote plus difficile ou moins intéressant, même pour les immigrants qui connaissent bien la politique canadienne et qui y participent.

### *Facteurs liés à l'engagement politique*

La décision que prend une personne de voter ou de s'abstenir est probablement influencée non seulement par des facteurs sociodémographiques, mais aussi par son engagement en politique. Nous examinons d'abord l'intérêt des gens pour la politique<sup>9</sup>. Il n'est guère surprenant de constater que les personnes qui se disent très intéressées par la politique sont plus susceptibles de voter. En fait, chez les jeunes de 18 à 24 ans, il y a un écart de 22 points de pourcentage entre ceux qui ont affirmé avoir un intérêt moyen ou

élevé pour la politique et ceux qui ont affirmé être peu intéressés. Cet écart est encore plus important chez les jeunes de 25 à 30 ans, puisqu'il atteint 28 points de pourcentage (tableau 3).

La tendance est la même quand on observe le degré d'information sur la politique. On le mesure par le nombre de bonnes réponses à une série de questions factuelles, ou par une entrevue (voir Blais et coll., 2009)<sup>10</sup>. Les jeunes de 18 à 24 ans moyennement ou très informés sur le plan politique sont 23 points de pourcentage plus nombreux à voter que ceux peu informés à ce sujet. Cet écart augmente pour atteindre 27 points de pourcentage chez les 25 à 30 ans<sup>11</sup>. Tout comme l'intérêt pour la politique, le degré d'information sur la politique joue un rôle très important dans la décision de participer aux élections fédérales.

Les événements organisés pendant les campagnes électorales peuvent aussi inciter les gens à aller voter. Le débat des chefs est l'événement le plus important. Les électeurs de toute allégeance peuvent, en regardant le débat, avoir une meilleure idée de ce qui distingue les partis et avoir ainsi des raisons concrètes de se rendre au lieu de scrutin pour déposer leur bulletin de vote. Selon les données de l'EEC, chez les jeunes de 18 à 24 ans, l'écart de participation entre ceux qui ont regardé le débat et ceux qui ne l'ont pas regardé est de 24 points de pourcentage. Il est à peu près équivalent (24 points de pourcentage) chez les jeunes de 25 à 30 ans.

**Tableau 3 : Taux de participation en fonction des facteurs politiques**

	<b>Faible intérêt pour la politique</b>	<b>Intérêt modéré ou élevé pour la politique</b>
<b>18-24</b>	24,2	46,6
<b>25-30</b>	32,5	60,5
	<b>Peu informé sur la politique</b>	<b>Moyennement ou très informé sur la politique</b>
<b>18-24</b>	24,8	47,5
<b>25-30</b>	31,4	58,5
	<b>N'a pas regardé le débat</b>	<b>A regardé le débat</b>
<b>18-24</b>	33,9	58,3
<b>25-30</b>	43,2	67,4
	<b>Ne participe pas à d'autres activités politiques</b>	<b>Participe à d'autres activités politiques</b>
<b>18-24</b>	29,5	45,8
<b>25-30</b>	40,9	51,4
	<b>N'utilise pas Internet pour s'informer</b>	<b>Utilise Internet pour s'informer</b>
<b>18-24</b>	29,2	45,6
<b>25-30</b>	37,3	62,8

Les données sont tirées des Études électorales canadiennes de 1997, 2000, 2004, 2006 et 2008.

Jusqu'à maintenant, nous avons analysé les facteurs de participation dans le contexte de la politique électorale officielle. Nous voulions toutefois connaître le lien entre la participation à d'autres activités sociales ou politiques et la décision de voter aux élections. Par exemple, y a-t-il un lien entre le fait de participer à une manifestation ou à d'autres gestes politiques non conventionnels et la décision de voter? On entend parfois dire que les jeunes ne votent pas parce qu'ils prennent part à des activités politiques plus significatives. Si cette hypothèse était vraie, nous devrions découvrir que la participation aux élections est au moins un peu moins élevée chez les citoyens qui participent à d'autres activités politiques, par exemple à des manifestations ou à la signature de pétitions. Dans le cadre de l'EEC relative à trois élections (2000, 2004 et 2008), on a demandé aux répondants de mentionner à combien d'activités politiques diverses, comme signer une pétition, participer à un boycott, participer à une manifestation licite ou illicite, ou occuper un immeuble ou une usine, ils avaient participé. Finalement, il semble que les personnes qui participent à d'autres activités politiques sont *plus* susceptibles de participer aux élections fédérales que les personnes qui ne participent pas à d'autres activités. Chez les jeunes de 18 à 24 ans, l'écart entre ceux qui ont participé à d'autres activités et ceux qui ne l'ont pas fait est de 16 points de pourcentage. Cet écart est moins important chez les 25 à 30 ans, mais il atteint tout de même 11 points de pourcentage. La

participation à d'autres activités politiques semble donc pousser les citoyens à voter beaucoup plus jeunes. Chez les personnes qui ne participent pas à des manifestations, l'écart est comblé plus tard par d'autres facteurs positifs, comme l'âge, l'augmentation du revenu, l'augmentation du niveau d'instruction, etc.

Enfin, nous avons tenté de déterminer si le fait d'accéder à de l'information sur la politique par Internet a une incidence sur la participation électorale chez les jeunes. Dans le cadre de l'EEC relative à quatre élections (2000, 2004, 2006 et 2008), on a demandé aux Canadiens s'ils s'étaient servis d'Internet pour obtenir de l'information sur l'élection fédérale. On a constaté que les Canadiens qui avaient utilisé Internet pour obtenir de l'information étaient plus susceptibles de voter. Chez les plus jeunes, l'écart de participation entre ceux ayant obtenu de l'information sur Internet et les autres est de presque 16 points de pourcentage. Ce taux atteint 26 points de pourcentage chez les 25 à 30 ans. Si le lien de causalité peut aller dans les deux sens, nous estimons que l'accès à Internet permet probablement d'obtenir plus facilement l'information requise pour voter et que c'est probablement pour cette raison que le taux de participation est plus élevé chez les personnes qui utilisent Internet<sup>12</sup>.

Ces résultats donnent à penser que plusieurs facteurs différencient les jeunes Canadiens qui participent aux élections de ceux qui n'y participent pas. Certains sont liés à leur position dans la vie, tandis que d'autres sont liés à leur intérêt et leur engagement en politique. Pour savoir quels sont les facteurs les plus importants, nous avons effectué une analyse de régression logistique afin de tenir compte d'abord de tous les facteurs sociodémographiques avant d'ajouter les facteurs politiques. Les résultats de cette analyse de régression nous révèlent les facteurs les plus déterminants dans la participation électorale des jeunes et ceux qui n'ont pas d'incidence à eux seuls<sup>13</sup>.

Le tableau A1 (fourni en annexe) permet de connaître l'incidence de chaque facteur de façon autonome, tandis que le tableau 4 résume l'incidence des facteurs les plus importants. La première série de résultats met l'accent sur les caractéristiques sociodémographiques. Selon ces résultats, le niveau d'instruction et le lieu de naissance sont les deux facteurs les plus importants. Les gens qui ont fait des études postsecondaires sont plus susceptibles, à 52 %, de voter que ceux qui n'en ont pas fait, tandis que les gens nés au Canada sont plus susceptibles, à 61 %, de voter que ceux qui sont nés à l'étranger. Viennent ensuite quatre autres facteurs – l'âge, le revenu, le sexe et le lieu de résidence – qui ont une incidence moyenne. En effet, nous avons constaté que les personnes dont le revenu est supérieur à 40 000 \$ sont plus susceptibles de voter, tout comme les personnes qui ont de 25 à 30 ans (par rapport aux personnes de 18 à 24 ans). Soulignons toutefois que l'âge a probablement une incidence *beaucoup plus importante* si l'on compare les personnes de plus de 30 ans à celles visées par notre étude. Nous constatons que les femmes sont moins susceptibles de voter, tout comme, en moyenne, les personnes qui vivent en zone rurale. Ces deux facteurs perdent toutefois de leur importance quand nous les combinons à d'autres facteurs politiques.

Si l'on tient compte à la fois des facteurs politiques et des facteurs sociodémographiques, on constate que le niveau d'instruction a beaucoup moins d'incidence, si bien que le

résultat perd toute signification statistique. Cela signifie que, si les personnes qui ont fait des études postsecondaires sont plus nombreuses à voter, c'est surtout parce qu'elles accordent plus d'importance aux questions politiques. Selon les données qui figurent dans le tableau 4, la décision de voter ou de ne pas voter est intimement liée au degré d'intérêt et d'information d'une personne. Les personnes qui se disent moyennement ou très intéressées par la politique en général (environ 47 % des 18 à 24 ans et 61 % des 25 à 30 ans) sont plus susceptibles de voter. En fait, elles ont 88 % plus de chances de voter que les jeunes qui disent ne pas être très intéressés par la politique. Le degré d'information sur la politique a aussi une très grande incidence. Chez les personnes qui estiment être moyennement ou très informées sur la politique (48 % des jeunes de 18 à 24 ans et 59 % des jeunes de 25 à 30 ans), le taux probable de participation aux élections est 89 % plus élevé que chez ceux qui sont peu informés<sup>14</sup>. Ces deux facteurs, qui ont la plus grande incidence, ont donc un lien avec le caractère intellectuel de l'engagement en politique. En fait, si nous regroupons l'intérêt et le degré d'information en un seul facteur que nous pourrions qualifier d'« engagement », nous constatons que les personnes qui font preuve d'un grand engagement sont plus que trois fois plus susceptibles que les autres de voter (résultat non présenté dans un tableau).

Selon nos constatations, si les femmes sont moins nombreuses à participer aux élections, c'est également parce qu'elles sont moins nombreuses à s'intéresser à la politique. En effet, si l'on tient compte de l'intérêt et du degré d'information, on constate qu'il n'y a plus aucun écart entre les sexes ni entre les personnes vivant en zone rurale ou urbaine. La situation est toutefois différente au niveau du revenu et de l'origine. Dans ces cas, les relations initiales se maintiennent malgré l'introduction de l'intérêt et du degré d'information. Il est probable que les jeunes nés au Canada et plutôt bien nantis sont davantage intégrés dans leur collectivité. Cette constatation vient appuyer l'hypothèse selon laquelle le fait de voter constitue, pour une personne, une façon d'exprimer son appartenance sociale et psychologique à la société.

**Tableau 4 : Facteurs qui ont le plus d'incidence sur la décision de voter chez les jeunes (de 18 à 30 ans)**

<b>Modèle 1 – Facteurs sociodémographiques (sans les facteurs politiques)</b>	<b>Incidence relative</b>
Né au Canada	1,61
Études postsecondaires	1,52
Âge	1,37
Revenu supérieur à 40 000 \$	1,27
Femme	0,83
Zone rurale	0,74
<b>Modèle 2 – Avec les facteurs politiques</b>	
Né au Canada	1,91
Informé sur la politique	1,89
Intérêt pour la politique	1,88
Revenu supérieur à 40 000 \$	1,26

Les données sont tirées des Études électorales canadiennes de 1997, 2000, 2004, 2006 et 2008. Chaque chiffre désigne la variation de la probabilité qu'une personne vote selon certains facteurs. Les estimations sont faites à partir du modèle présenté dans le tableau A1.

Le fait de combiner tous ces renseignements nous permet de dresser un profil du jeune votant et du jeune abstentionniste moyens. Le jeune votant moyen s'intéresse à la politique et est informé à ce sujet. L'abstentionniste moyen ne l'est pas. Sur le plan démographique, le votant moyen est susceptible de vivre dans un foyer plus riche, et il est plus susceptible d'être né au Canada. Les autres facteurs ne permettent pas de distinguer les votants des abstentionnistes.

#### **4. Analyse par cohorte de la participation aux élections fédérales canadiennes**

Dans la présente section, nous passons en revue et mettons à jour une analyse par cohorte de la participation électorale au Canada. Nous avons utilisé une version améliorée d'une méthode employée au départ par Blais et coll. (2004), adaptée de Johnston (1989 et 1992) afin de séparer les incidences du cycle de vie de la génération (cohorte) et de la période sur la participation électorale, et nous avons mis à jour l'analyse<sup>15</sup>. L'idée de base est simple : nous regroupons tous les ensembles de données recueillies dans le cadre des EEC afin de couvrir toutes les élections fédérales<sup>16</sup> de 1965 à 2008, inclusivement (sauf les élections de 1972 puisque aucune étude électorale n'avait alors été menée). Nous possédons, au total, des données sur 13 élections<sup>17</sup>.

Nous avons ensuite procédé à une estimation à variables multiples qui tient compte des incidences du cycle de vie, de la cohorte et de la période. Les effets du cycle de vie correspondent à ceux de l'âge. En fait, plus une personne vieillit, plus elle s'engage dans son milieu social et acquiert de solides préférences au fil du temps, ce qui fait qu'elle est plus susceptible de voter. Ce lien n'est toutefois pas linéaire. À la fin du cycle de vie, la probabilité de participation diminue légèrement, particulièrement pour des raisons de santé. Pour désigner les cohortes, nous nous sommes servis des premières élections auxquelles des personnes ont eu le droit de voter. Par exemple, les personnes nées entre 1942 et 1944 ont pu voter pour la première fois en 1965 (il fallait, à l'époque, avoir 21 ans pour voter). Notre modèle compte 14 cohortes, toutes désignées par les premières élections auxquelles elles ont pu voter. Nous avons aussi créé des variables pour chaque élection afin de mesurer l'incidence de contextes particuliers d'une élection qui ont rendu cette élection plus ou moins « excitante ».

Selon les résultats du modèle à variables multiples (tableau A2 en annexe), nous sommes en mesure d'estimer le taux de participation de toutes les cohortes à chacune des élections générales fédérales<sup>18</sup>. Ces estimations sont présentées dans le tableau 5, et on constate qu'un certain nombre de tendances intéressantes ressortent. Si l'on observe les chiffres de gauche à droite, on constate l'incidence du cycle de vie : le taux de participation d'une cohorte a tendance à augmenter au fil du temps, à mesure que les gens vieillissent. Cependant, l'importance de cette augmentation diminue au fil du temps. Il s'agit là d'une tendance générale, mais on constate que certaines « périodes » particulières ont une incidence, c'est-à-dire que le taux de participation est particulièrement faible ou particulièrement élevé à certaines élections. Nous constatons, par exemple, que la

participation diminue, pour toutes les cohortes, de 1979 à 1980, mais augmente grandement de 1980 à 1984.

La meilleure méthode pour connaître l'incidence d'une génération consiste à comparer le taux de participation initial des diverses cohortes. Dans les années 60, environ 70 % des membres d'une nouvelle cohorte votaient aux premières élections pour lesquelles ils étaient admissibles. En 2004, ce taux n'était que d'un peu plus de 30 %. Au moins, les deux tiers des nouveaux électeurs venaient déposer leur bulletin de vote dans les années 60, tandis qu'ils n'étaient plus qu'un tiers à le faire en 2004.

Comme l'ont fait ressortir les analyses précédentes (Blais et coll., 2004), c'est la raison principale de la diminution de la participation. La diminution de la participation au sein des nouvelles cohortes a commencé dans les années 70 et semble plutôt stable. Le taux de participation chez les nouvelles cohortes avait déjà commencé à diminuer puisqu'il était passé de 50 % environ dans les années 80 à la fourchette de 40 % dans les années 90. Il semble y avoir une tendance persistante à la baisse dans le taux de participation des nouvelles cohortes. En conséquence, même si les jeunes sont plus susceptibles de voter à mesure qu'ils vieillissent, ils sont si peu nombreux à le faire au départ qu'on doit s'attendre à ce que le taux de participation général diminue.

**Tableau 5 : Estimations de la participation par cohorte et élection**

<i>Élection</i>	1965	1968	1974	1979	1980	1984	1988	1993	1997	2000	2004	2006	2008
<i>Cohorte</i>													
1965	69	71	71	79	75	82	84	85	81	78	79	80	76
1968		70	71	80	75	83	85	85	82	79	80	81	77
1972			60	71	65	75	78	79	75	72	73	75	70
1974			56	68	62	73	76	77	74	70	72	74	69
1979				60	54	66	70	72	68	64	66	68	63
1980					45	57	62	64	61	57	59	62	56
1984						58	63	65	62	58	60	63	58
1988							54	57	53	50	53	56	50
1993								53	49	46	49	52	47
1997									43	40	43	47	42
2000										34	37	41	36
2004											34	38	34

Les données sont tirées des Études électorales canadiennes effectuées pour toutes les élections de 1965 à 2008, à l'exception des élections de 1972. Chaque cellule représente la probabilité qu'une personne appartenant à une cohorte en particulier vote à des élections précises. Les estimations sont faites à partir du modèle présenté dans le tableau A2.

## 5. Pourquoi le taux de participation est-il si faible chez les jeunes?

La dernière question, et non la moindre, concerne les causes de cette diminution de la participation chez les jeunes. Pour commencer, il faut avouer que nous en savons peu sur ces causes, ce qui ne devrait pas être étonnant. La diminution du taux de participation est un phénomène qui s'étend sur une longue période, et nous avons de bonnes raisons de

croire qu'il s'agit d'une tendance complexe aux causes multiples. Certaines des données dont nous aurions besoin pour découvrir les causes fondamentales de cette diminution ne sont tout simplement pas disponibles. De plus, l'EEC ne comporte pas de séries de questions sur les attitudes qui, par leur uniformité, nous permettraient de déterminer si les cohortes les plus récentes ont une perception différente de la politique et des élections que les cohortes précédentes, au même âge.

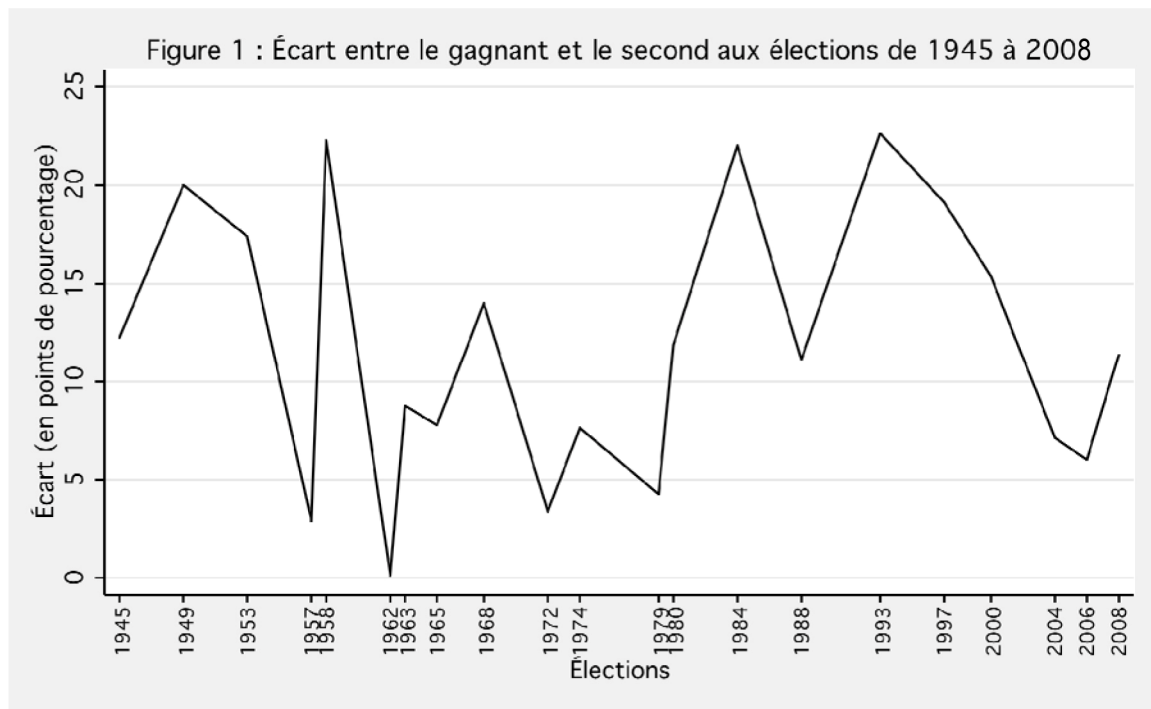
Par ailleurs, nous possédons tout de même quelques connaissances à propos du phénomène, nous permettant d'exclure certaines interprétations. Soulignons d'abord que cette tendance ne se limite pas au Canada. Selon des données claires, les jeunes sont moins enclins à voter maintenant que par le passé et cela est la cause principale de la diminution générale du taux de participation dans d'autres pays également : les États-Unis (Dalton, 2007; Lyons et Alexander, 2000; Miller et Shanks, 1996; Wattenberg, 2007), la Grande-Bretagne (Clarke et coll., 2004) et la Finlande (Wass, 2007). Ceci implique que les causes de la non-participation électorale des jeunes ne sont pas propres au contexte canadien. Nous devons donc chercher des explications qui pourraient s'appliquer à de nombreux autres pays.

Comme l'a souligné Franklin (2004), la participation peut augmenter ou diminuer au fil du temps, que ce soit parce que les citoyens changent, parce que le contexte électoral évolue, ou pour ces deux raisons. On pourrait donc commencer par se demander si la diminution de la participation électorale des jeunes peut être attribuable à des changements au sein du contexte électoral.

Le plus important changement qu'a connu le contexte électoral canadien est le passage d'un système où l'on trouvait deux grands partis, ainsi qu'un troisième parti de moindre importance (le Nouveau Parti démocratique), à un système multipartite dans lequel quatre partis sont représentés au Parlement et cinq partis reçoivent au moins 5 % des votes. Il est plutôt paradoxal de constater que le taux de participation a diminué au Canada au moment précis où les électeurs avaient un choix plus vaste. Cependant, il serait inexact de conclure qu'il existe un lien de cause à effet entre ces deux phénomènes. En effet, en Grande-Bretagne, le taux de participation a connu une diminution comparable alors que le régime des partis dans ce pays est demeuré le même.

Il semble aussi que le caractère compétitif du contexte électoral a une incidence sur la participation. Plus des élections sont compétitives, plus la motivation à voter est grande, et plus le taux de participation est élevé (Franklin, 2004). On s'est donc demandé si le caractère compétitif des élections avait diminué au fil du temps au Canada (et ailleurs). La réponse est non. En fait, on pourrait même dire que la marge avec laquelle un parti gagne des élections a légèrement diminué au fil du temps dans les principaux pays démocratiques (Franklin, 2004, p. 187). Au Canada, comme on le voit dans la figure 1, l'écart entre le parti gagnant et le second sur le plan du nombre de votes ne semble pas suivre de tendance claire. En fait, l'écart moyen au cours des quatre dernières élections (9,8 points) est légèrement inférieur à l'écart moyen pour les 17 élections qui ont eu lieu de 1945 à 1997 (12,2 points). S'il fallait déterminer une tendance, on pourrait dire que les élections sont aujourd'hui un peu plus compétitives.





Source : Les données proviennent des résultats officiels des élections.

Il se peut aussi que les élections aient perdu de leur sens au fil du temps. Cette hypothèse a été expliquée de deux façons. On a d'abord invoqué les répercussions de la mondialisation. Certains prétendent que, à mesure que l'économie se mondialise, les gouvernements nationaux perdent du pouvoir et deviennent plus ou moins utiles. Il est difficile d'évaluer cette hypothèse de façon rigoureuse, et la preuve empirique des répercussions de la mondialisation est loin d'être concluante (Boix, 1998). Récemment, Vowles (2008) s'est servi de données concernant 40 pays et 72 élections afin de déterminer si, dans les pays qui sont le mieux intégrés à l'économie mondiale, les gens sont plus portés à penser que les personnes au pouvoir ne peuvent jouer un grand rôle, et il n'a découvert aucune relation de ce type. Il se peut toutefois qu'une telle relation puisse apparaître si l'on ne tient compte que des jeunes. Cela exigerait de faire des recherches plus poussées.

Il est également possible que les élections aient perdu de leur importance parce que ce qui distingue les partis disparaît au fil du temps. On a beaucoup parlé, entre autres, d'un nouveau rapprochement entre la gauche et la droite (voir Noël et Thérien, 2008, chapitre 7). Malgré tout, des « études systématiques portant sur les programmes de partis de pays démocratiques occidentaux entre la Seconde Guerre mondiale et la fin du 20<sup>e</sup> siècle ont révélé que la division gauche-droite demeure remarquablement stable au fil du temps et dans l'espace [traduction] » (Noël et Thérien, 2008, p. 196). Il est particulièrement difficile de conclure que les écarts partisans ont diminué au Canada, puisque le système canadien de partis a été décrit, dans les années 60 et 70, comme un système fondé sur une politique pragmatique de médiation (Carty et coll., 2000) et que les nouveaux partis qui ont fait leur apparition depuis, le Bloc Québécois et le Parti

réformiste dans les années 90 et le Parti Vert, plus récemment, pourraient difficilement être qualifiés de « centristes ».

Autre possibilité : la diminution de la participation pourrait s'expliquer en partie par le fait que les campagnes électorales ne se déroulent plus de la même façon. Certaines études ont révélé que la sollicitation traditionnelle par le porte-à-porte a une grande incidence sur le taux de participation (Carty et Eagles, 2006; Green et coll., 2003; Pattie et coll., 1994). Il semble, de toute évidence, qu'il soit de moins en moins fréquent que les candidats entrent directement en contact avec les électeurs puisque les partis s'adressent surtout aux médias (Denver et coll., 2003). Ce changement a pu entraîner une diminution de la participation, mais on ne sait pas exactement pourquoi il affecterait davantage les jeunes que les personnes plus âgées.

Dans le même ordre d'idées, la diminution de la participation est peut-être accentuée par le caractère négatif croissant des campagnes électorales. Cependant, encore une fois, il s'agit d'une hypothèse douteuse. D'une part, aucune étude n'aurait documenté cette tendance négative de façon rigoureuse. D'autre part, il est important de souligner que le lien entre les campagnes négatives et une faible participation est loin d'être évident (pour des conclusions et des constatations contradictoires, voir Ansolabehere et coll., 1999; Geer, 2006; Lau et Pomper, 2001). Enfin, même s'il existait bel et bien un lien, il faudrait expliquer pourquoi des publicités négatives semblent réduire la participation seulement chez les jeunes.

Il n'y a donc aucune donnée permettant de conclure que la diminution de la participation chez les jeunes est attribuable à une évolution du contexte électoral. L'explication la plus plausible est donc celle selon laquelle la diminution de la participation chez les jeunes est attribuable à des changements qui touchent les jeunes citoyens. Il s'agit, évidemment, de déterminer les changements spécifiques qui ont entraîné une diminution de la participation. Il y a, encore une fois, deux possibilités : des changements sociodémographiques ou des changements d'attitude.

La première possibilité est liée à des changements dans le cycle de vie. Nous savons depuis longtemps que le taux de participation augmente à mesure que les gens vieillissent (Wolfinger et Rosenstone, 1980). Selon l'interprétation habituelle, quand les gens se marient, ont des enfants, achètent une maison et s'établissent au sein d'une collectivité, ils sont plus susceptibles de voter. Les gens sont davantage intégrés au sein de leur milieu, ils sont plus susceptibles de faire partie de groupes, et ils vont plus ou moins naturellement voter lors d'élections. C'était le cas dans les années 60 et 70, et c'est toujours le cas aujourd'hui (voir Goerres, 2007). Ce qui a changé, cependant, c'est que l'écart entre les jeunes et leurs aînés est plus important. Il se peut que les gens aient aujourd'hui besoin de plus de temps pour atteindre une certaine « maturité ». Les gens se marient, ont des enfants et achètent une maison à un âge plus avancé, ce qui signifie qu'il leur faut plus de temps pour s'engager dans leur milieu. Cette conclusion signifie que nous ne devrions pas trop nous inquiéter de la diminution récente de la participation chez les jeunes puisque ceux-ci finiront bien par se rattraper<sup>19</sup>.

L'hypothèse de l'« arrivée tardive à la maturité » a fait l'objet de très peu d'examen systématiques. Smets (2010) a validé cette hypothèse dans le cas de la Grande-Bretagne, où la participation a aussi connu une grande diminution. Selon ses constatations préliminaires, une bonne partie de la diminution du taux de participation chez les jeunes de moins de 30 ans est attribuable au fait qu'ils se marient moins jeunes qu'avant, et qu'ils sont moins susceptibles de posséder une maison et d'habiter au même endroit pendant longtemps. Fait important, Smits a constaté que la participation à des services religieux, l'intérêt pour la politique et le degré d'identité partisane permettent de prédire la participation électorale. Selon nous, aucune étude semblable n'a été effectuée à l'aide de données sur le Canada. C'est une piste de recherche prometteuse pour l'avenir, particulièrement pour l'étude des répercussions de la mobilité.

Il se peut aussi que les cohortes plus jeunes aient des valeurs, des comportements et des perceptions différents. Trois hypothèses précises ont été formulées dans les recherches. On propose, d'abord, l'explication selon laquelle les cohortes récentes sont moins susceptibles de développer un sentiment d'appartenance à l'un ou l'autre des partis. Comme les jeunes n'ont pas tendance à s'identifier à un parti, ils n'ont pas de préférence claire pour l'un ou l'autre des partis et leur motivation pour voter est plus faible. Certaines données prouvent que de moins en moins de gens sont fidèles à un parti, surtout chez les jeunes citoyens (Dalton et Wattenberg, 2000), et que cette réalité a joué un rôle dans la diminution de la participation aux élections (Miller et Shanks, 1996). Nous n'avons entendu parler d'aucune étude systématique à ce sujet au Canada. Il s'agit, de toute évidence, d'une question qui mériterait une recherche plus poussée.

Selon une autre hypothèse, les jeunes générations seraient moins portées que les générations précédentes à considérer le vote comme un devoir civique. Des éléments de preuve circonstanciels viendraient appuyer cette hypothèse. Blais et coll. (2004) et Wass (2007) ont prouvé que l'écart de participation entre les jeunes et les gens plus âgés peut être attribuable à un sens du devoir civique plus faible chez les jeunes. Nous n'avons toutefois malheureusement pas de données longitudinales qui nous permettraient de déterminer si ce sens du devoir est bel et bien plus faible chez les jeunes d'aujourd'hui que chez les jeunes d'autrefois.

Il est possible également que la nature changeante de l'information politique, tant dans la façon de la communiquer que dans la façon de l'obtenir, engendre une génération de citoyens qui sont socialisés politiquement d'une manière différente des générations précédentes (Milner, 2010). Combiné à un niveau inférieur « d'alphabétisme civique », ce facteur pourrait entraîner une baisse des taux de participation électorale.

Enfin, Dalton (2007) a formulé une hypothèse selon laquelle les jeunes abandonneraient graduellement la politique électorale parce qu'ils s'intéressent davantage à des formes plus directes de participation politique, comme les manifestations. Cette interprétation a certainement un fond de vérité puisqu'il est vrai que les générations récentes sont plus portées que les générations précédentes à descendre dans la rue (Dalton, 2007). On ne sait toutefois pas clairement s'il existe un lien de cause à effet entre les deux tendances. Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, les jeunes qui participent à des activités

politiques autres que les élections sont également plus susceptibles que les autres de voter (voir aussi Teorell et coll., 2007; Verba et coll., 1995).

## **6. Conclusion**

Selon de nombreux critères, les jeunes Canadiens ne sont pas bien différents de leurs aînés. Cependant, certaines caractéristiques les distinguent. La plus importante est peut-être le fait que la majorité d'entre eux ne sont pas mariés. Ils ont aussi tendance à déménager plus souvent, ils sont un peu plus instruits et un peu moins croyants. Leur revenu familial est un peu moins élevé. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, ils sont un peu plus susceptibles d'être nés au Canada.

Nous avons constaté que, parmi les caractéristiques démographiques, le niveau d'instruction et l'origine (c.-à-d. le fait d'être né au Canada) sont celles qui ont la plus grande incidence sur la participation aux élections. Les facteurs politiques – notamment l'intérêt pour la politique et l'information à ce sujet – ont une incidence encore plus grande. Nous avons aussi confirmé que la diminution récente de la participation électorale observée au Canada ainsi que dans de nombreux autres pays est principalement attribuable à la diminution de la participation électorale chez les membres des cohortes récentes. Le taux de participation des personnes qui font partie des cohortes récentes (qui ont le droit de voter pour la première fois) est actuellement d'un peu plus de 30 %, alors qu'il était, à une certaine époque, de plus de 60 %.

On peut donc se demander pourquoi si peu de jeunes électeurs participent au vote. Nous avons constaté que les recherches actuelles ne nous permettent pas de répondre clairement à cette question. Un examen des recherches effectuées donne toutefois à penser que cette situation peut être liée à une évolution de la situation sociodémographique, des valeurs et des attitudes des jeunes, plutôt qu'à une évolution du paysage électoral.

Que devons-nous faire? Il faut d'abord souligner que presque toute l'information recueillie à ce sujet est fondée sur des données de sondage. De telles données sont essentielles, surtout si nous voulons comprendre les valeurs et les croyances qui poussent de nombreux jeunes Canadiens à s'abstenir de participer aux élections. Cependant, les sondages ont des limites, particulièrement en ce qui concerne la participation. En effet, la plupart des personnes qui ne votent pas ne prennent pas la peine de répondre aux sondages, ce qui constitue un problème : les abstentionnistes sont donc grandement sous-représentés dans les sondages électoraux.

Compte tenu de ces lacunes, il faut donc absolument, utiliser d'autres sources de données. C'est pourquoi nous incitons fortement Élections Canada à poursuivre ses analyses des taux de participation par groupe d'âge, en se fondant sur un examen des résultats réels. Cette méthode permet d'obtenir des estimations plus fiables de la participation que la méthode qui utilise les sondages. À ce sujet, soulignons que des études théoriques sur la participation effectuées dans des pays comme les États-Unis et la Grande-Bretagne permettent de valider la participation électorale, c'est-à-dire qu'elles permettent de

vérifier si les personnes qui ont dit qu'elles avaient voté l'ont vraiment fait. Nous ne comprenons pas vraiment en quoi la confidentialité de l'acte de voter constitue un droit fondamental, ni pourquoi ce droit est plus important au Canada qu'aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Les sondages pourraient nous permettre d'en apprendre beaucoup plus s'il était possible de vérifier que les répondants ont bel et bien voté.

Il y a aussi lieu de concevoir des expériences afin de mettre à l'essai des idées dans le but d'accroître la participation chez les jeunes. Par exemple, Élections Canada envoie par la poste les renseignements personnels qui permettent aux gens de savoir à quel endroit et à quel moment aller voter. Il est possible que les jeunes accordent moins d'attention au courrier postal, et on pourrait peut-être les toucher davantage si on communiquait avec eux par Internet ou à l'aide d'autres technologies de communication. Pour mettre à l'essai une telle idée, il suffirait de procéder à une expérience au sein d'une circonscription : on communiquerait avec la moitié des électeurs par la poste, et avec l'autre moitié, par Internet ou par un autre moyen, le tout déterminé au hasard. De nombreuses expériences ont été menées aux États-Unis, et elles ont donné des résultats très intéressants (voir Gerber et coll., 2008). Cependant, aucune étude équivalente n'a été menée au Canada.

Nous devons aussi acquérir une plus grande compréhension des écarts sur le plan de la propension à voter des diverses catégories de jeunes. Les données de l'EEC fournissent quelques renseignements utiles au sujet du profil des jeunes qui votent et de ceux qui s'abstiennent, mais ces renseignements sont évidemment limités en raison de la taille relativement petite de l'échantillon et de l'absence de données sur certaines caractéristiques sociodémographiques. Il faudrait donc effectuer un sondage à grande échelle auprès des jeunes afin de savoir plus précisément quels sont les sous-groupes de jeunes les plus et les moins susceptibles de voter. Pour l'instant, nous sommes incapables de dire quoi que ce soit au sujet de la participation chez les jeunes Autochtones, les jeunes qui appartiennent à des groupes ethnoculturels et les jeunes qui ont des besoins spéciaux.

Il est aussi évident que les attitudes et les valeurs des dernières générations ne sont pas les mêmes que celles des générations précédentes et que celles-ci ont une grande incidence sur la diminution récente du taux de participation. Nous avons une bonne idée de ce que sont ces valeurs et ces attitudes, mais nous pouvons difficilement prouver quoi que ce soit parce que nous avons peu de données longitudinales qui nous permettraient de savoir précisément si les attitudes ont changé au fil du temps, et à quel moment ces changements se sont produits. Il faut donc prévoir, pour l'avenir, des études longitudinales qui nous permettraient de déterminer de façon précise quelles sont les attitudes qui ont une incidence et celles qui n'en ont pas, et de déterminer en quoi les changements d'attitude ont une incidence sur la décision de voter ou de s'abstenir de le faire. Par exemple, Élections Canada pourrait s'unir à Statistique Canada et à Ressources humaines et Développement des compétences Canada pour l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes.

Enfin, il y a la question des nouvelles technologies. Au Canada, les gens utilisent un bulletin de vote en papier pour exprimer leur choix électoral, ce qui constitue une

méthode pour le moins archaïque. La possibilité d'avoir recours à d'autres façons de voter, plus particulièrement au vote par Internet ou par la poste, est une question épineuse puisqu'elle est associée à des questions fondamentales et liées au risque de fraude. En fait, il faudrait effectuer des recherches plus poussées afin d'être plus au fait des avantages et des inconvénients des autres modes de scrutin possibles. Nous devons d'abord examiner ce qui se fait ailleurs dans le monde afin de connaître les expériences qui ont mené à des réussites et à des échecs dans de nombreux pays. Nous devons toutefois aussi effectuer nos propres expériences en fonction des caractéristiques uniques du contexte canadien. Encore une fois, nous recommandons fortement à Élections Canada de procéder à des expériences rigoureuses (avec des groupes témoins et des groupes expérimentaux établis au hasard), peut-être dans certaines circonscriptions ou, pour commencer, dans le cadre d'élections partielles, afin de déterminer si les Canadiens en général, et les jeunes en particulier, auraient davantage tendance à voter s'ils pouvaient le faire à partir de chez eux.

Il reste encore beaucoup de travail à faire pour comprendre vraiment ce qui incite les jeunes Canadiens à participer ou non aux élections. Nous devons adopter diverses méthodes, tant expérimentales que non expérimentales. Nous devons effectuer, en plus des sondages, des analyses des dossiers administratifs. Nous devons effectuer des recherches longitudinales pour comprendre de quelle façon et pour quelles raisons différentes cohortes de personnes en viennent à adopter des comportements différents en ce qui concerne la participation électorale. Et nous devons nous mettre au travail le plus rapidement possible.

## Annexe

**Tableau A1 : Déterminants personnels de la participation électorale chez les jeunes Canadiens (de 18 à 30 ans)**

	<b>Incidence relative</b>	<b>Erreur type</b>	<b>P&gt;z</b>	<b>Incidence relative</b>	<b>Erreur type</b>	<b>P&gt;z</b>
<b>De 25 à 30 ans</b>	1,37	0,16	0,01	1,22	0,17	0,15
<b>Études postsecondaires</b>	1,52	0,18	0,00	1,12	0,15	0,41
<b>Revenu</b>	1,27	0,08	0,00	1,26	0,10	0,00
<b>Femme</b>	0,83	0,09	0,08	1,12	0,14	0,37
<b>Vit en zone rurale</b>	0,74	0,10	0,03	0,86	0,13	0,31
<b>Étudiant</b>	1,24	0,19	0,14	1,20	0,21	0,30
<b>Marié</b>	1,06	0,12	0,63	1,14	0,15	0,34
<b>Croyant</b>	1,06	0,13	0,61	0,94	0,13	0,66
<b>Né au Canada</b>	1,61	0,29	0,01	1,91	0,39	0,00
<b>Intérêt pour la politique</b>				1,88	0,17	0,00
<b>Degré d'information</b>				1,89	0,17	0,00
<b>A regardé le débat</b>				1,29	0,22	0,14
<b>1997</b>	0,88	0,20	0,58	1,10	0,27	0,71
<b>2000</b>	0,77	0,16	0,20	1,11	0,25	0,65
<b>2004</b>	0,60	0,12	0,01	0,82	0,20	0,41
<b>2006</b>	0,64	0,13	0,03	0,75	0,17	0,21
<b>N</b>	1538			1330		
<b>Rapport des vraisemblances</b>	63,71			227,27		
<b>Pseudo-R<sup>2</sup></b>	0,03			0,12		

Les données sont tirées des Études électorales canadiennes de 1997, 2000, 2004, 2006 et 2008. La variable dépendante est le fait d'avoir voté (1) ou de ne pas avoir voté (0) aux élections. Il s'agit d'un modèle de régression logistique. Les variables pour 1997, 2000, 2004 et 2006 sont des variables nominales qui désignent la probabilité de vote à chacune de ces élections par rapport à celles de 2008.

**Tableau A2 : Probabilité de voter à des élections fédérales par âge, par cohorte et par élection**

	Coef.	Erreur type	z	P>z
Âge	0,04	0,01	8,61	0,00
Âge au carré	-0,00	0,00	-8,79	0,00
Cohorte de 1965	-0,06	0,08	-0,71	0,48
Cohorte de 1968	-0,01	0,07	-0,14	0,89
Cohorte de 1972	-0,39	0,06	-6,86	0,00
Cohorte de 1974	-0,42	0,08	-5,54	0,00
Cohorte de 1979	-0,68	0,07	-10,11	0,00
Cohorte de 1980	-0,96	0,10	-9,33	0,00
Cohorte de 1984	-0,87	0,09	-11,07	0,00
Cohorte de 1988	-1,13	0,09	-12,73	0,00
Cohorte de 1993	-1,20	0,09	-12,73	0,00
Cohorte de 1997	-1,35	0,11	-12,41	0,00
Cohorte de 2000	-1,51	0,13	-11,72	0,00
Cohorte de 2004	-1,51	0,13	-11,72	0,00
Cohorte de 2006	-0,46	0,29	-1,59	0,11
Cohorte de 2008	-2,02	0,32	-6,25	0,00
Élection de 1968	-0,01	0,06	-0,14	0,89
Élection de 1974	-0,12	0,07	-1,80	0,07
Élection de 1979	0,26	0,07	3,73	0,00
Élection de 1980	-0,03	0,07	-0,39	0,70
Élection de 1984	0,37	0,07	6,73	0,00
Élection de 1988	0,48	0,07	6,73	0,00
Élection de 1993	0,47	0,07	6,36	0,00
Élection de 1997	0,24	0,08	3,12	0,00
Élection de 2000	0,04	0,08	0,47	0,64
Élection de 2004	0,08	0,08	1,01	0,31
Élection de 2006	0,18	0,09	2,11	0,04
Élection de 2008	-0,05	0,09	-0,61	0,54
Constante	0,13	0,14	0,92	0,36
N	36 522			
Rapport des vraisemblances	2707,79			
Pseudo-R <sup>2</sup>	0,06			

Les données sont tirées des Études électorales canadiennes de 1965, 1968, 1972, 1974, 1979, 1984, 1988, 1993, 1997, 2000, 2004, 2006 et 2008. La variable dépendante est le fait de voter (1) ou de ne pas voter (0) aux élections. Il s'agit d'un modèle de régression logistique. Les variables des cohortes désignent les élections auxquelles les répondants ont eu le droit de voter pour la première fois. Ces coefficients désignent donc la probabilité que les membres d'une cohorte en particulier votent à chacune des élections. Les variables relatives aux élections désignent la probabilité qu'une personne vote à des élections en particulier, selon la cohorte à laquelle elle appartient.



## Bibliographie

Abramson, Paul, John Aldrich et David Rohde. 2006, *Change and Continuity in the 2004 and 2006 Elections*, Washington, D.C., CQ Press.

Ansolabehere, Stephen, Shanto Iyengar et Adam Simon. 1999, « Replicating Experiments Using Aggregate and Survey Data: The Case of Negative Advertising », *American Political Science Review*, 93, p. 901-910.

Bartels, Larry. 1996, « Uninformed Voters: Information Effects in Presidential Elections », *American Journal of Political Science*, 40, p. 194-230.

Blais, André, Elisabeth Gidengil, Neil Nevitte et Richard Nadeau. 2004, « Where Does Turnout Decline Come From? », *European Journal of Political Research*, 43, p. 221-236.

Blais, André, Elisabeth Gidengil, Patrick Fournier et Neil Nevitte. 2009, « Information, Visibility, and Elections: Why Electoral Outcomes Differ When Voters Are Better Informed », *European Journal of Political Research*, 48, p. 256-280.

Blais, André, Elisabeth Gidengil, Richard Nadeau et Neil Nevitte. 2002, *Anatomy of Liberal Victory*, Peterborough, Broadview Press.

Boix, Carles. 1998, *Political Parties, Growth and Equality: Conservative and Social Democratic Economic Strategies in the World Economy*, Cambridge, Cambridge University Press.

Brehm, John. 1993, *The Phantom Respondents: Opinion Surveys and Political Representation*, Ann Arbor, University of Michigan Press.

Carty, R. Kenneth, William P. Cross et Lisa Young. 2000, *Rebuilding Party Politics*, Vancouver, University of British Columbia Press.

Carty, R. Kenneth et Munroe Eagles. 2006, *Politics Is Local*, Toronto, Oxford University Press.

Clarke, Harold D., David Sanders, Marianne C. Stewart et Paul Whiteley. 2004, *Political Choice in Britain*, Oxford, Oxford University Press.

Cross, William P. 2004, *Political Parties*, Vancouver, UBC Press.

Dalton, Russell J. 2007, *The Good Citizen: How a Younger Generation Is Reshaping American Politics*, Washington, D.C., CQ Press.

Dalton, Russell, et Martin Wattenberg. 2000, *Parties Without Partisans: Political Change in Advanced Industrial Democracies*, Oxford, Oxford University Press.

- Denver, David, Gordon Hands, Justin Fisher et Iain MacAllister. 2003, « Constituency Campaigning in Britain, 1992-2001 », *Party Politics*, 9, p. 541-559.
- Franklin, Mark N. 2004, *Voter Turnout and the Dynamics of Electoral Competition in Established Democracies Since 1945*, New York, Cambridge University Press.
- Geer, John. 2006, *In Defense of Negativity: Attack Ads in Presidential Politics*, Chicago, University of Chicago Press.
- Gerber, Alan S., Donald P. Green et Christopher W. Larimer. 2008, « Social Pressure and Voter Turnout: Evidence from a Large-Scale Field Experiment », *American Political Science Review*, 102, p. 33-48.
- Goerres, Achim. 2007, « Why Are Older People More Likely to Vote? The Impact of Ageing on Electoral Turnout Across Europe », *British Journal of Politics and International Relations*, 9, p. 90-121.
- Green, Donald P., Alan S. Gerber et David W. Nickerson. 2003, « Getting Out the Vote in Local Elections: Results from Six Door-to-Door Canvassing Experiments », *Journal of Politics*, 65, p. 1083-1096.
- Johnston, Richard. 1989, « Générations politiques et changement électoral au Canada », dans Jean Crête et Pierre Favre (dir.), *Générations et politique*, Paris, Economica.
- . 1992, « Political Generations and Electoral Change in Canada », *British Journal of Political Science*, 22, p. 93-116.
- Lau, Richard, et Gerald Pomper. 2001, « Effects of Negative Campaigning on Turnout in U.S. Senate Elections, 1988-1998 », *Journal of Politics*, 63, p. 804-819.
- Lyons, William, et Robert Alexander. 2000, « A Tale of Two Electorates: Generational Replacement and the Decline of Voting in Presidential Elections », *Journal of Politics*, 62, p. 1014-1034.
- Miller, Warren E., et J. Merrill Shanks. 1996, *The New American Voter*, Cambridge, Mass., Harvard University Press.
- Milner, Henry. 2010, *The Internet Generation: Engaged Citizens or Political Dropouts*, Medford, Tufts University Press.
- Noël, Alain, et Jean-Philippe Thérien. 2008, *Left and Right in Global Politics*, Cambridge, Cambridge University Press.

Pattie, Charles, Paul Whiteley, Ron Johnston et Patrick Seyd. 1994, « Measuring Local Campaign Effects: Labour Party Constituency Campaigning at the 1987 General Election », *Political Studies*, 42, p. 469-479.

Plutzer, Eric. 2002, « Becoming a Habitual Voter: Inertia, Resources, and Growth in Young Adulthood », *American Political Science Review*, 96, p. 41-56.

Smets, Kaat. 2010, “A Widening Generational Divide? Assessing the Age Gap in Voter Turnout Between Younger and Older Citizens”, thèse de doctorat, Institut de l’Université Européenne, mars 2010.

Stoker, Laura, et M. Kent Jennings. 1995, « Life-Cycle Transitions and Political Participation: the Case of Marriage », *American Political Science Review*, 89, p. 421-436.

Teorell, Jan, Mariano Torcal et José Ramón Montero. 2007, « Political Participation: Mapping the Terrain », dans Jan Van Deth, José Ramón Montero et Anders Westholm (dir.), *Citizenship and Involvement in European Democracies: A Comparative Analysis*, Londres, Routledge.

Verba, Sidney, Kay Schlozman et Henry Brady. 1995, *Voice and Equality: Civic Voluntarism in American Politics*, Cambridge, Harvard University Press.

Vowles, Jack. 2008, « Does Globalization Affect Public Perceptions of ‘Who Is in Power Can Make a Difference’? Evidence from 40 Countries, 1996-2006 », *Electoral Studies*, 27, p. 63-76.

Wass, Hanna. 2007, « The Effects of Age, Generation, and Period on Turnout in Finland, 1975-2003 », *Electoral Studies*, 26, p. 648-659.

Wattenberg, Martin P. 2007, *Is Voting for Young People?* New York, Pearson Longman.

Wolfinger, Raymond E., et Steven J. Rosenstone. 1980, *Who Votes?*, New Haven, Yale University Press.

## Notes

---

<sup>1</sup> Ces deux groupes représentent, respectivement 9,2 % et 6,3 % des Canadiens, selon le recensement de 2006.

<sup>2</sup> Dans la mesure du possible, nous avons utilisé, pour cette étude, les données du recensement de 2006. Toutes les données ont été recueillies auprès d'un échantillon de 20 % de la population. Dans une version antérieure de cette étude, nous avons établi une comparaison entre les Canadiens de 18 à 24 ans et ceux de 25 à 30 ans. Cette fois, les catégories utilisées sont celles du recensement de 2006 (18-24 ans et 25-29 ans). Lorsque nous regroupons les données antérieures selon ces nouvelles catégories, nous constatons que les différences générales entre ces groupes restent valides pour chaque variable. Le recours à des catégories différentes n'a donc pas d'influence sur les pourcentages présentés.

<sup>3</sup> Nous avons choisi d'utiliser le revenu familial plutôt que le revenu personnel pour deux raisons. D'abord, l'Étude électorale canadienne utilise le revenu familial comme mesure. Pour faire concorder les première et seconde analyses, il était donc pertinent d'utiliser cette mesure. Ensuite, le revenu personnel ne nous permet pas d'en savoir beaucoup sur la classe ou le statut économique des personnes qui ne travaillent pas. Prenons, par exemple, deux étudiants du secondaire, l'un provenant d'une famille très pauvre et l'autre, d'une famille riche. On peut s'attendre à ce que le second soit avantagé par un revenu familial important par rapport au premier, et qu'il ait plus de facilité à acquérir les connaissances et les outils nécessaires pour voter. Cependant, si nous mesurons leur revenu personnel, nous ne constaterions aucune différence entre eux et serions bien en peine d'expliquer la relation entre le revenu et la participation électorale. C'est pour ces deux raisons que nous utilisons le revenu familial comme mesure.

<sup>4</sup> Suivant les catégories du recensement de 2006 définies par CANSIM, nous considérons que ceux ayant fait des études postsecondaires sont titulaires d'un certificat collégial ou un d'un certificat, grade ou diplôme universitaire. Les résultats ainsi obtenus sont nettement différents de ceux qui figurent dans la version antérieure de ce rapport en raison des classifications différentes utilisées en 2001 par rapport à 2006. Malgré ces écarts importants en termes de quantité, on observe le même phénomène : les diplômés d'âge moyen ont un niveau d'instruction plus élevé que la moyenne.

<sup>5</sup> Nous considérons que les Canadiens qui habitent dans une région métropolitaine de recensement (RMR) résident en zone urbaine.

<sup>6</sup> Comme les questions liées à la religion reviennent à tous les deux recensements, l'information relative à la pratique religieuse des différents groupes d'âge provient du recensement de 2001.

<sup>7</sup> Le fait de regrouper nos ensembles de données se justifie par l'hypothèse selon laquelle les facteurs politiques et sociodémographiques ont les mêmes répercussions à chaque élection. Étant donné que chaque étude portait sur un petit nombre de jeunes répondants, il serait difficile d'effectuer une analyse pour chaque élection. Nous avons cependant examiné les régressions pour chaque année séparément, et nous n'avons constaté aucun écart important entre les élections. Nous avons donc choisi de conserver la méthode d'analyse des données regroupées.

<sup>8</sup> Stoker et Jennings (1995) ont indiqué que le fait de se marier avait, au départ, une incidence négative sur la participation électorale, mais que cette incidence était positive à long terme. Les données canadiennes entraînent les mêmes constatations.

<sup>9</sup> Pour mesurer l'intérêt pour la politique, nous avons demandé aux gens dans quelle mesure ils s'intéressaient à la politique de façon générale. Ils pouvaient donner une réponse allant de 0 (pas intéressé du tout) à 10 (très intéressé). Nous avons considéré que les personnes qui répondaient 4 ou plus avaient un intérêt moyen ou élevé pour la politique.

<sup>10</sup> Pour mesurer le degré d'information politique, nous avons utilisé deux méthodes. En 2000, la mesure était fondée sur les connaissances politiques générales des répondants, sur leur capacité à nommer correctement les chefs de parti ou les positions et les promesses des partis, ainsi que sur leur capacité à fournir, de façon approximative, le montant de l'excédent budgétaire fédéral. Pour toutes les autres années, les connaissances politiques ont été évaluées par la personne qui faisait subir l'entrevue aux répondants. Bartels (1996) allègue, de façon convaincante, que l'évaluation des connaissances par un intervieweur

---

constitue un indicateur valide des connaissances politiques des répondants et de la mesure dans laquelle ils sont informés sur le plan politique.

<sup>11</sup> Dans certains cas, les écarts entre votants et non-votants diffèrent passablement par rapport à la version antérieure de notre rapport. Cela est attribuable à deux facteurs : premièrement, le nombre de répondants était légèrement plus élevé en 2008 que par le passé, ce qui donne plus de poids aux réponses de 2008; deuxièmement, l'exactitude des mesures varie d'une année à l'autre, ce qui entraîne des écarts plus ou moins grands entre votants et non-votants. Tous les écarts présentés vont toutefois dans le sens du rapport précédent, ce qui indique une tendance uniforme de nos variables clés. Ce constat s'applique également aux résultats de notre analyse de régression présentée dans la prochaine section.

<sup>12</sup> Il faut aussi tenir compte de deux autres facteurs : l'appartenance à un parti et le cynisme. Il s'agit toutefois de facteurs qui ne sont pas visés par l'EEC. D'abord, il existe probablement un lien positif entre le fait d'appartenir à un parti et celui de voter. Cependant, l'EEC n'a utilisé l'appartenance à un parti comme mesure qu'à une seule occasion, ce qui fait que nous ne disposons pas de suffisamment de données pour vérifier ce lien. Soulignons toutefois que les jeunes Canadiens sont relativement peu nombreux à être membres d'un parti (Cross 2004) et que, par conséquent, la diminution de la participation électorale pourrait être en partie le résultat de ce faible engagement à l'égard de la politique. L'inverse peut toutefois aussi être vrai : les gens qui sont membres d'un parti sont plus susceptibles de s'engager en politique. Ensuite, on entend souvent dire que, si les jeunes votent moins, c'est parce qu'ils sont plus cyniques que leurs aînés au sujet de la politique. L'EEC ne permet pas de mesurer de façon constante le cynisme d'une année à l'autre, mais aucun lien entre le cynisme et la participation électorale n'a pu être établi par Blais et coll. (2002, tableau 3.1, p. 51).

<sup>13</sup> Nous avons tenu compte seulement des facteurs visés par toutes les EEC. En conséquence, nous avons exclu les autres activités politiques, ainsi que l'utilisation d'Internet.

<sup>14</sup> À noter que dans la deuxième série de régressions, l'âge n'est pas un facteur significatif, contrairement à notre rapport précédent. À cet égard, nous avons deux réserves importantes : d'une part, l'effet estimatif de l'âge est statistiquement impossible à distinguer de zéro, mais aussi de l'effet estimatif de l'âge que nous avons noté auparavant; d'autre part, l'effet en fonction de l'âge découle largement du fait que l'intérêt et les connaissances des électeurs augmentent avec les années.

<sup>15</sup> Les effets du cycle de vie sont ceux qui se manifestent à mesure que les gens vieillissent; les effets de la génération sont ceux qui sont liés aux écarts entre les groupes de personnes nées à des époques différentes; enfin, les effets de la période concernent les changements qui surviennent au fil du temps et qui touchent tout le monde. Parmi les effets liés à la période, mentionnons des événements particuliers, comme la période qui a précédé la Seconde Guerre mondiale et celle qui l'a suivie, ou encore les caractéristiques particulières d'une élection bien précise. Nous avons apporté deux améliorations à la méthode employée par Blais et coll. (2004). En ce qui concerne la génération, nous avons déterminé, aux fins de la présente étude, qu'il s'agissait de la première élection à laquelle un groupe de personnes avait le droit de voter. Nous avons préféré cette façon de faire à une simple distinction entre les personnes nées avant le baby-boom, les baby-boomers, les personnes nées dans les années 60 et les personnes nées dans les années 70. Nous avons aussi créé une variable distincte pour pouvoir tenir compte des particularités de chaque élection, plutôt que de nous contenter d'une simple comparaison entre les élections tenues avant et après 1990.

<sup>16</sup> Les élections de 1965 ne figurent pas dans les données parce qu'elles servent de point de comparaison. Nous mesurons donc la mesure dans laquelle les gens sont plus ou moins susceptibles de voter à chaque élection qu'en 1965, toutes autres choses étant égales, ce qui permet de connaître l'incidence du cycle de vie et de la génération.

<sup>17</sup> L'étude effectuée par Blais et coll. (2004) se penchait sur neuf élections, de 1968 à 2000.

<sup>18</sup> Il s'agit seulement d'estimations qui ne sont valides que dans la mesure où les hypothèses que nous devons formuler sont plausibles. Nous devons tenir compte du fait que la surdéclaration est assez fréquente au sein de toutes les cohortes et de tous les groupes d'âge, et que l'incidence du cycle de vie est à peu près la même pour toutes les cohortes. Nous pensons que ces hypothèses ne sont pas entièrement vraies, mais que les erreurs ne sont pas importantes et s'annulent en partie les unes les autres. Nous avons inclus une variable afin de représenter les personnes qui avaient le droit de voter pour la première fois aux élections

---

de 2006 et de 2008 (voir le tableau A2), mais nous n'avons pas fourni d'estimations du taux de participation de ces électeurs, leur nombre étant trop restreint (69 et 122 respectivement).

<sup>19</sup> Ils risquent cependant de ne pas se rattraper s'ils prennent l'habitude de ne pas voter (Franklin, 2004; Plutzer, 2002).